



**Déclaration de la CAITE après la tenue de la 6^{ème} Université d'été à Mahres les
1, 2 et 3 Août 2019**

Les prochaines élections présidentielles et législatives de l'automne 2019

Les 1 300 000 tunisiens résidents à l'étranger, en tant que citoyens et composante de la société tunisienne, sont concernés par le processus électoral et les futures élections présidentielles et législatives tunisiennes.

Aujourd'hui, selon les données fournies par l'ISIE, 386 000 résidents à l'étranger sont appelés à participer aux scrutins du 13, 14 et 15 septembre et du 4, 5 et 6 octobre 2019.

Le total des inscrits correspond à 45 % des 850 000 tunisiens âgés de plus de 18 ans et qui constitue le corps électoral des six circonscriptions de l'étranger.

La CAITE, tout en déplorant les dysfonctionnements constatés dans la gestion de l'application d'inscription à distance, les retards pris dans le lancement des inscriptions et la mise en place des IRIES à l'étranger, se mobilise pour sensibiliser et convaincre les tunisiens vivant à l'étranger de participer massivement aux futurs scrutins.

Les membres de la CAITE s'engagent à être actifs durant le reste de la campagne en participant aux actions suivantes :

- Déployer des observateurs pour superviser le processus électoral,
- Participer à la tenue des bureaux de vote,
- Lancer et soutenir la tenue de débats entre les candidats pour connaître les propositions des uns et des autres et faciliter le choix de l'électeur,
- Initier une relation de partenariat avec l'ISIE à travers la signature d'une convention de collaboration.

A moyen et long terme la CAITE se mobilise pour contribuer à imposer une évolution de la Loi électorale en matière :

- D'actualisation permanente des listes électorales,
- De révision du mode de scrutin,
- D'interdiction des parachutages des candidats et l'adoption de règles qui imposent l'obligation de domiciliation du candidat dans la circonscription où il se présente ainsi que la fourniture d'un Quitus fiscal. Les candidats ne doivent pas aussi être l'objet de poursuites judiciaires en lien avec des actes de corruption ou d'obtention de financements douteux.

Le Poids des associations des TRE dans l'élaboration des politiques publiques tunisiennes

Même si au cours de ces dernières années le mouvement associatif tunisien à l'étranger s'est fortement développé, nous ne pouvons pas pour autant affirmer que son rôle et ses compétences ont été reconnus par l'État Tunisien qui ne l'a pas intégré dans l'élaboration des politiques publiques concernant les TRE. Même la création du secrétariat d'état des TRE n'a pas été accompagnée par l'intégration participative des acteurs associatifs tunisiens à l'étranger.

Globalement, le mouvement associatif des TRE souffre aujourd'hui d'une faible légitimité dans la mesure où ses adhérents sont peu nombreux et ses relais locaux et nationaux sont

quasiment inexistants. Même la constitution de réseaux (Fédérations, CAITE...) n'a pas permis de peser. Pourtant, le milieu associatif des TRE est riche de ressources matérielles, scientifiques et techniques nécessaires à la conception et la mise en œuvre d'une véritable politique publique

L'enquête réalisée dans la circonscription consulaire du consulat de Tunisie à Grenoble confirme ce constat, du moins pour cette région

En effet, cette enquête a révélé que les associations de cette circonscription consulaire se caractérisent notamment par :

- L'inscription dans des domaines associatifs dits classiques (Sport, culture, social) avec l'absence d'associations de scientifiques, d'investisseurs...
- Le nombre très réduit d'associations de femmes où de femmes présidente
- Le nombre très réduit des membres du bureau
- L'absence de conseil d'administration et d'assemblée générale
- La pauvreté (voir l'inexistence) du projet associatif.
- L'absence de la relève

(voir l'enquête)

Recommandation Côté Etat

Une politique publique basée sur la participation associative

L'État tunisien doit avoir une politique volontariste à l'égard des acteurs associatifs et favoriser l'intégration des associations au sein des politiques publiques, notamment dans le domaine social, culturel et diplomatique. Cette intégration doit se caractériser à court terme par la création de structures formelles de la participation associative et à long terme par la définition d'un rôle spécifique détenu par les acteurs associatifs des TRE. Pour cela, un rôle d'interlocuteur privilégié et une place de choix doivent lui être accordés et reconnus par décret.

D'autre part, une démarche participative suppose des lieux et des temps de confrontation d'idée, où s'expriment les points de vue, des lieux et des temps de négociation nécessaires pour que les connaissances soient partagées et que s'acquière un langage où les mots ont le même sens pour tous. Il s'agit de proposer un contrat qui est non seulement un outil permettant de prendre des décisions et de mettre en place des politiques innovantes, mais aussi et surtout un moyen de démocratisation et de participation des TRE aux décisions qui les concernent et où les associations des TRE occupent une place d'expert.

Du côté des associations des TRE

Pour que les associations des TRE soient des partenaires centraux de l'autorité publique tunisiennes et deviennent des acteurs incontournables des politiques publiques tunisiennes menées en matière d'affaires sociales ou d'affaires étrangères, que ce soit dans leur conception ou leur mise en œuvre, elles doivent peser à la fois par le nombre de ses adhérents, par leur présence sur la voix publique tunisienne et étrangère et surtout par leurs actions en matière d'intérêt général des TRE.

Le travail en réseau (tel que la CAITE) doit permettre la capitalisation des expériences et des expertises et de s'impliquer dans les projets de développements en Tunisie.



Cette capitalisation doit corriger le faible niveau de formation des membres, la faible capacité d'autofinancement, l'absence ou le manque d'outils de planification des associations des TRE.

Les associations des TRE doivent travailler en réseau afin de jouer leur rôle

- * dans la coordination du tissu associatif
- * dans l'intégration
- * dans les projets de développement
- * dans l'échange et la négociation avec l'état tunisien

D'autres pistes de réflexion : voir l'enquête

Concernant le Haut Conseil des Tunisiens à l'étranger

Contrairement aux revendications des composantes de la société civile tunisienne à l'étranger et aux promesses du gouvernement et les députés représentants de la diaspora, le Décret pris par le gouvernement relatif au Haut Conseil Consultatif des tunisiens à l'étranger (HCCTE) consacre un choix en contradiction flagrante avec les propositions et aspirations des associations membres de la CAITE.

Nous avons voulu un Conseil indépendant tant sur le plan juridique que financier de l'exécutif, véritablement représentatif des tunisiennes et des tunisiens à l'étranger composé majoritairement à tout le moins de représentants des associations ayant une véritable expertise de la diaspora de ses problèmes et ses doléances.

Le Décret adopté crée un Conseil complètement inféodé à l'administration.

La CAITE et les associations affiliées réunies en Université d'été à Mahres réitèrent leur refus de ce Décret et décident de continuer la lutte pour la création d'un HCCTE véritablement indépendant et représentatif. Elles appellent les tunisiennes et les tunisiens à interpellier les candidats aux élections sur cette question et de préparer un programme de lutte pour la prochaine législature.

Communiqué : contre le racisme Subsaharien

Nous constatons avec consternation la recrudescence des manifestations du racisme et de la xénophobie notamment vis-à-vis des ressortissants subsahariens.

Comme tous les tunisiennes et tunisiens nous avons appris avec beaucoup de peine et de dégoût l'assassinat du Président des Ivoiriens en Tunisie Le président de l'association des ivoiriens de Tunisie Falikou Coulibaly le 23 décembre 2018 dans des circonstances plus que suspectes

Ce n'est pas la première fois ces derniers temps, que des ressortissants africains soient victimes d'agressions racistes et crapuleuses en Tunisie

L'absence de structures d'accueil des réfugiés et des migrants africains et autres a entraîné une crise grave entre les réfugiés et migrants d'une part et la population tunisienne notamment à Mednine .

L'inaction des autorités nationales et locales et des organisations internationales, et les conditions humanitaires désastreuses des réfugiés sont inacceptables et contraires à la Convention de Genève et au respect de la dignité humaine.

La manière dont les autorités tunisiennes nationales et locales se sont comportés vis-à-vis des migrants et même des corps des victimes de la mer est une honte pour nous tunisiens et une violation grave des principes élémentaires du droit humanitaire.

Ces actes condamnables sont totalement étrangers aux valeurs et traditions de tolérances et d'hospitalité du peuple tunisien.

Les autorités tunisiennes nationales et locales ont une obligation d'apporter secours et aides à toutes les personnes qui demandent l'asile et qui sont victimes de menaces ou de persécutions dans leurs pays d'origine ou dans des zones de guerre où ils ne peuvent plus être protégés.

Les membres de la CAITE exigent des pouvoirs publics des mesures d'urgence et une politique d'ouverture et de condamnations des attitudes racistes et d'exclusion. Nous demandons à la justice et aux juges des décisions fermes contre les agissements criminels et contre tous ceux qui prônent dans les lieux de culte ou des écoles publiques et privées les idées et les actes de haine, d'intolérance et de violences physiques et de discours haineux.